

Nations Unies  
**ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE**

DIX-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 816<sup>e</sup>  
SÉANCE**

Jeudi 25 octobre 1962,  
à 10 h 30

**NEW YORK**

**SOMMAIRE**

	Page
Points 12, 34, 35, 36, 37, 39 et 84 de l'ordre du jour:	
Rapport du Conseil économique et social (chap. I à III, V et VI) [suite]	
Décennie des Nations Unies pour le développement: rapport du Secrétaire général [suite]	
Développement économique des pays sous-développés [suite]:	
a) Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique vers les pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général;	
b) Création d'un fonds d'équipement des Nations Unies: rapport du Comité constitué aux termes de la résolution 1521 (XV) de l'Assemblée générale;	
c) Développement industriel et action des organes des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation;	
d) Projections à long terme des tendances de l'économie mondiale: rapport d'activité établi par le Secrétaire général;	
e) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général;	
f) Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales	
Question de la convocation d'une conférence internationale chargée d'examiner les problèmes du commerce [suite]	
Mesures internationales destinées à compenser les effets des fluctuations des prix des produits de base [suite]	
Souveraineté permanente sur les ressources naturelles [suite]	
Déclaration du Caire des pays en voie de développement [suite]	
Discussion générale [suite] . . . . .	143

**Président:** M. Bohdan LEWANDOWSKI  
(Pologne).

En l'absence du Président, M. Allana (Pakistan), vice-président, prend la présidence.

**POINTS 12, 34, 35, 36, 37, 39 ET 84  
DE L'ORDRE DU JOUR**

Rapport du Conseil économique et social (chap. I à III, V et VI) [A/5203] [suite]

Décennie des Nations Unies pour le développement: rapport du Secrétaire général (A/5194, E/3613, E/3613/Add.1, E/3613/Add.2 et 3, E/3658, E/3664, E/3674) [suite]

Développement économique des pays sous-développés (A/5220) [suite]:

- a) Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique vers les pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général (A/5195);
- b) Création d'un fonds d'équipement des Nations Unies: rapport du Comité constitué aux termes de la résolution 1521 (XV) de l'Assemblée générale (E/3654);
- c) Développement industriel et action des organes des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation (E/3600/Rev.1, E/3656, E/3656/Add.1);
- d) Projections à long terme des tendances de l'économie mondiale: rapport d'activité établi par le Secrétaire général (E/3628, E/3629, E/3661, E/3668);
- e) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (E/3603);
- f) Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales (A/5196, E/3643)

Question de la convocation d'une conférence internationale chargée d'examiner les problèmes du commerce (A/5221, A/C.2/214, A/C.2/L.645, A/C.2/L.648 et Corr.1 et Add.1, E/3631 et Add.1 à 4) [suite]

Mesures internationales destinées à compenser les effets des fluctuations des prix des produits de base (A/5221, E/3447, E/3644, E/CN.13/43, E/CN.13/45) [suite]

Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (A/4905, A/5060, A/5225, A/AC.97/5/Rev.2, E/3511, E/L.914, E/L.915, E/L.918, E/L.919, E/SR.1177 à E/SR.1179, E/SR.1181) [suite]

Déclaration du Caire des pays en voie de développement (A/5162) [suite]

**DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)**

1. M. SOW (Tchad) dit que les représentants doivent s'efforcer d'être objectifs et d'éviter les polémiques.
2. La situation du Tchad est une des plus difficiles de celles qui confrontent les pays en voie de développement. Les deux caractéristiques fondamentales de l'économie du Tchad — l'immensité de son territoire et son éloignement de la mer et des voies de communications internationales — limitent ses possibilités d'industrialisation si d'importants investissements étrangers ne sont pas effectués. C'est pourquoi le Tchad a concentré son attention, depuis plusieurs années, sur certains secteurs déterminés, en vue d'augmenter les ressources de la population et de procéder à des échanges avec l'extérieur. Le Gouvernement du Tchad a lancé à la population un appel au travail, et sollicité l'aide des investissements étrangers auxquels est accordé un traitement spécial comprenant divers avantages d'ordre douanier

et fiscal dans le cadre de l'Union douanière équatoriale. Une grande partie de ces investissements est consacrée à des études sur le développement. Le Gouvernement du Tchad s'efforce également de rationaliser la commercialisation de la production. M. Sow rend hommage à cet égard aux travaux d'une mission d'experts de l'UNESCO envoyée au Tchad sous les auspices de la Commission économique pour l'Afrique, pour étudier la possibilité de pratiquer une pêche moderne dans le Chari. L'un des problèmes vitaux auxquels doit faire face le Gouvernement du Tchad est celui d'ouvrir le pays au monde extérieur. On espère que la construction d'une voie ferrée permettra d'abaisser les tarifs de transport et, partant, le coût de l'acheminement des exportations et des importations, ouvrant en même temps le marché intérieur. Bien que des institutions internationales, en particulier la Banque mondiale, aient beaucoup fait pour améliorer l'infrastructure des pays moins développés, le problème des transports reste l'un des plus graves de ceux qui confrontent ces pays, oppose à leur développement économique un sérieux obstacle et appelle une action conjuguée de la part des pays développés, des Nations Unies et des organisations non gouvernementales. M. Sow demande que la Commission tienne compte de ce problème dans ses conclusions et ses résolutions.

3. Le développement économique et social du Tchad doit se faire dans le cadre du développement de l'ensemble de l'Afrique, et cette intégration doit se traduire par une libéralisation des échanges avec tous les autres pays. C'est pourquoi le Tchad est devenu membre, en plus de l'Union douanière équatoriale, de l'Association africaine et malgache de coopération et de développement économique, qui constitue un groupement économique régional, ouvert à tous les Etats africains, et non une organisation supranationale. L'Association désire maintenir des rapports commerciaux avec tous les pays et ses membres sont associés à la Communauté économique européenne.

4. La Communauté économique européenne n'est ni impérialiste ni néo-colonialiste. L'association du Tchad à la Communauté n'a limité ni aliéné d'aucune manière son indépendance ou sa liberté d'action. Les membres de l'Association africaine et malgache ont décidé de négocier en commun avec la Communauté en vue de renforcer leur position dans le cadre de l'association au Marché commun et de sauvegarder leur indépendance économique et politique. Bon nombre des attaques dirigées contre la Communauté sont injustifiées. S'il est vrai que le tarif extérieur commun peut paraître nuisible à certains égards pour les produits des pays qui n'en font pas partie, il ne faut pas en exagérer les effets, car plusieurs pays tiers effectuent actuellement avec la Communauté des échanges commerciaux qui dépassent de loin leurs échanges des années antérieures. Même, dans certains cas, leurs courants commerciaux sont au même niveau que ceux des pays associés ou à un niveau supérieur. De plus, la Communauté a accordé à certains de ses membres des facilités tarifaires en matière d'importations pour certains produits de pays qui n'ont pas de liens avec elle. Les pays d'Amérique latine sont les grands bénéficiaires de ces possibilités et, après l'entrée du Royaume-Uni dans la Communauté, les pays du Commonwealth bénéficieront également de possibilités spéciales pour certains de leurs produits. Par ailleurs, des

réductions substantielles interviendront bientôt dans les tarifs portant sur certains produits tropicaux.

5. Comme les autres organisations économiques régionales, la Communauté économique européenne a ses défauts et ses qualités. Si les critiques formulées à la Commission étaient générales, c'est-à-dire dirigées non seulement contre le Marché commun européen, mais contre l'ensemble des pratiques restrictives ou discriminatoires, qui sont toutes susceptibles d'entraver le développement économique des pays non encore industrialisés, la délégation du Tchad y souscrirait pleinement. Il ne faut toutefois pas oublier que l'intervention de l'Etat dans les politiques commerciales des pays membres est pratiquement négligeable et que la liberté des échanges de ces pays est presque totale. Par ailleurs, il est indéniable qu'au cours des quelques dernières années les pays socialistes ont pratiqué le dumping de produits tels que le pétrole et le sucre. Les critiques dirigées contre la Communauté semblent donc cacher des mobiles inavoués. Il est étrange de constater que les mêmes pays, auteurs de ces critiques, cherchent à nouer des relations économiques particulières avec la Communauté.

6. Si l'écart entre pays industrialisés et pays sous-développés continue de s'accroître, le jour viendra où les débouchés pour les produits manufacturés seront limités et où les consommateurs éventuels de ces produits seront dans l'impossibilité de les payer. C'est pourquoi la délégation du Tchad estime souhaitable de convoquer une Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et espère que cette conférence, qui exige une préparation minutieuse, aboutira à des résultats positifs. On pourrait la réunir à la fin de 1963 ou au début de 1964, de manière à donner aux experts le temps d'étudier à fond les différentes questions qui pourraient être inscrites à l'ordre du jour, par exemple les mesures de compensation financières à prendre en faveur des pays dont les recettes d'exportation se ressentent des fluctuations des prix des produits de base, la politique relative aux matières premières, la politique d'investissement, les causes de la non-rentabilité de certains investissements, les causes de l'évolution défavorable des termes de l'échange, l'accélération du développement économique et social des pays sous-développés et l'intégration à l'échelon mondial des plans de développement économique et social.

7. La délégation du Tchad appuie la suggestion qui a été faite par le représentant de la Tunisie (802ème séance) et selon laquelle le Comité préparatoire devrait comprendre trois sous-comités; elle se demande toutefois si le troisième sous-comité aurait à traiter des problèmes posés par l'organisation des marchés susceptibles d'avoir des effets néfastes sur les produits de base, y compris l'intervention de l'Etat en matière d'importations et d'exportations. Le Comité préparatoire devrait procéder à une étude systématique des marchés existants et examiner les mesures à prendre pour les ouvrir aux produits de tous les pays. Il conviendrait d'inviter l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées, les organisations non gouvernementales et le GATT à participer à cette conférence et aux travaux du Comité préparatoire.

8. La Commission devrait adopter une résolution rédigée en termes énergiques à propos des investissements étrangers qui, souvent, ne sont guère en rapport avec les besoins et objectifs du pays béné-

ficiaire, et il faudrait aboutir rapidement à un accord général sur les prix des matières premières qui sont sujets à fluctuations.

9. M. QUINTERO (Panama) juge encourageant de constater qu'à la session en cours il y a des raisons de penser que l'Organisation des Nations Unies cessera de concentrer ses efforts sur les études et les analyses pour passer à l'action. Des nombreuses expressions utilisées pour désigner les pays appauvris, celle de "pays en voie de développement" serait la meilleure si elle correspondait à la réalité; malheureusement, la situation économique de ces pays se fait de plus en plus précaire à mesure que les années passent. Ce ne sont pas des pays pauvres, car la majorité d'entre eux possède d'importantes ressources naturelles qui ne servent pas à assurer le bien-être maximum de la population, soit parce qu'elles sont totalement inexploitées, soit parce qu'elles sont exploitées au profit d'intérêts étrangers.

10. Depuis la création de l'Organisation des Nations Unies 17 ans auparavant, la Commission est arrivée à certaines conclusions incontestées. Tous ses membres reconnaissent que la situation des pays peu développés s'aggrave constamment, du fait notamment des fluctuations considérables des prix de leurs produits primaires. Les conséquences désastreuses de ces fluctuations sont accentuées par la tendance de nombreux pays industrialisés à remplacer les produits primaires par des produits synthétiques, à ériger des barrières douanières et à introduire des pratiques discriminatoires dans le commerce des produits de base. En même temps, les prix des articles manufacturés montent constamment, de sorte que les pays sous-développés éprouvent des difficultés croissantes à s'assurer les devises dont ils ont besoin pour acheter les biens produits par les pays industrialisés et enregistrent une hausse continue du coût de la vie. Comme ils ont par ailleurs un taux élevé d'accroissement démographique, les pays appauvris sont manifestement voués à une misère encore plus grande si des modifications radicales n'interviennent pas dans les relations économiques internationales.

11. Il semble aussi que l'accord total se soit fait sur un certain nombre de mesures permettant de remédier à la situation grave dans laquelle se trouvent les pays sous-développés. On admet généralement que ces pays doivent diversifier leur économie et s'industrialiser rapidement. Il n'en demeure pas moins que, pendant quelque temps encore, ils resteront tributaires de leurs activités économiques traditionnelles, lesquelles doivent être intensifiées et organisées de façon plus profitable afin d'assurer les devises et le capital nécessaires à la transformation économique. Or, en fait, la situation des pays en question dans le commerce mondial ne cesse de s'aggraver. Tous les Etats Membres reconnaissent ou paraissent reconnaître qu'il faut stabiliser les prix des produits primaires et que les pays industrialisés doivent adopter des politiques d'importation plus libérales afin d'éliminer les restrictions inutiles et les pratiques discriminatoires et, d'une manière générale, de développer leurs échanges avec les pays sous-développés. L'intérêt bien compris, plus que la charité, commande une attitude de cette nature, puisque la prospérité économique constitue un tout indivisible et qu'en fin de compte les prêts à long terme et à faible intérêt, comme l'assistance technique et financière, sont à l'avantage de tous. M. Quintero a dit que les Etats Membres reconnaissent ou "paraissent reconnaître"

les exigences de la situation; en effet, nombre de pays donnent l'impression que les puissants intérêts existant chez eux ne croient pas aux principes que proclament leurs dirigeants et restent fidèles à la thèse colonialiste selon laquelle la prospérité de certains pays implique nécessairement que les autres doivent être pauvres et arriérés.

12. Il y a aussi accord général sur le fait que l'assistance économique et technique ne doit être assortie d'aucune condition politique, que l'assistance économique multilatérale est préférable à l'aide bilatérale, que la guerre froide est l'un des plus grands obstacles au développement des pays appauvris et que les programmes mondiaux d'assistance économique et technique destinés à transformer ces pays doivent être exécutés sous les auspices des Nations Unies. Néanmoins, la politique et les rivalités entre nations viennent entraver le développement économique et social des pays sous-développés. L'assistance fournie par les grandes puissances est parfois plus apparente que réelle. Le plus grand obstacle au succès des efforts déployés pour arracher les peuples sous-développés à la misère est d'ordre psychologique. Une bonne part de l'opinion publique, dans les pays riches et industrialisés, est encore incapable de saisir les réalités complexes du monde moderne.

13. Les résultats obtenus à la trente-quatrième session du Conseil économique et social et l'inscription à l'ordre du jour de la Deuxième Commission de questions d'une importance vitale, comme la souveraineté permanente sur les ressources naturelles et la Déclaration du Caire des pays en voie de développement, sont une autre preuve du nouveau dynamisme qui se fait jour aux Nations Unies. Le Panama appuie énergiquement le point de vue selon lequel chaque Etat doit avoir en permanence la souveraineté sur toutes ses ressources naturelles, y compris les richesses qu'il tire de sa situation géographique.

14. Le Panama n'échappe pas aux difficultés que connaissent la plupart des pays d'Amérique latine. Mais il a aussi des problèmes particuliers du fait qu'à certains égards son économie ne ressemble à aucune autre. C'est ainsi qu'en 1961 ses exportations ont représenté un sixième seulement de ses importations, ce déséquilibre étant d'autant plus alarmant que la production et l'expédition des bananes, principale culture d'exportation du pays, sont assurées exclusivement par des sociétés étrangères. Pourtant, bien que la pauvreté y existe à l'état endémique, le Panama est plus prospère que d'autres pays sous-développés. En 1961, son revenu moyen par habitant s'établissait à 416 dollars; ses recettes proviennent davantage de la fourniture de services et de la distribution de marchandises que de la production et de l'exportation de matières premières. Les richesses que le Panama aurait dû retirer de l'exploitation du canal sont allées et continuent d'aller à d'autres. En conséquence, les problèmes du pays n'ont cessé de s'aggraver. Dans les grandes villes, Panama et Colon, 20 p. 100 des individus valides sont en chômage.

15. Le Gouvernement panamien a entrepris l'exécution d'un plan de développement économique et social portant sur la période 1962-1970. Ce plan prévoit notamment le relèvement du revenu par habitant — qui doit passer de 416 dollars à 519 dollars d'ici 1970 —, la diversification de la production et la réforme agraire. Il tient compte également du désir du Panama de contribuer à la création du marché commun latino-américain. Ce pays est en faveur du marché commun

d'Amérique centrale en tant qu'objectif plus immédiat.

16. Pour un petit pays dont le niveau économique ne cesse de fléchir, ces projets ont peut-être un caractère utopique. Mais le Panama espère recevoir une aide internationale efficace permettant de compenser partiellement les avantages d'ordre économique et autres que les Etats-Unis retirent du pays depuis plus d'un demi-siècle. Le fait que le programme de relèvement du Panama coïncide avec la Décennie des Nations Unies pour le développement apparaît comme un heureux présage. La Décennie constitue sans aucun doute le projet le plus important, le plus réaliste et le plus prometteur que l'Organisation ait jamais entrepris dans le cadre de son action en vue d'assurer le relèvement économique et social de tous les peuples qui sont actuellement pauvres, exploités et économiquement arriérés.

*M. Lewandowski (Pologne) prend la présidence.*

17. Usant de son droit de réponse, M. BOLT (Nouvelle-Zélande) rappelle que, d'après la déclaration du représentant de l'URSS à la 803ème séance, le représentant de la Nouvelle-Zélande se serait joint à celui de l'Italie pour se faire l'avocat de la Communauté économique européenne. C'est là une assertion qui relève de la pure fantaisie. L'Italie et les autres membres de la Communauté sont parfaitement capables de se défendre et n'ont pas besoin du secours de la Nouvelle-Zélande.

18. Les problèmes découlant des relations entre les groupements régionaux et les pays exportateurs de produits primaires, comme la Nouvelle-Zélande, doivent être envisagés de façon objective. D'une manière générale, les pays industriellement développés disposent d'un pouvoir de marchandage économique bien supérieur à celui des pays peu développés, et les groupements économiques régionaux d'Etats développés accentuent considérablement ce déséquilibre. Nul ne conteste le droit des nations à s'unir en vue de leur propre bien-être économique. Cependant, comme on l'a maintes fois souligné au cours de la discussion générale, plus ces groupements régionaux sont forts, plus ils ont le devoir de se tourner vers l'extérieur. La Nouvelle-Zélande n'a jamais hésité à faire valoir que, si les politiques de la Communauté — et en particulier sa politique agricole commune — devaient être axées sur les seuls intérêts des membres du groupe, la dislocation et la stagnation guetteraient l'économie néo-zélandaise comme celle de nombreux autres pays. Néanmoins, ses inquiétudes à cet égard ne l'amènent pas à penser, comme l'Union soviétique voudrait le faire croire à la Commission, que les membres de la Communauté sont des démons, tandis que ceux du Conseil d'assistance économique mutuelle (COMECON) sont des anges.

19. Tous les représentants qui s'intéressent aux rapports entre les grandes puissances économiques et les pays économiquement faibles doivent étudier le document intitulé "Principes fondamentaux de la division socialiste internationale du travail", que la délégation tchécoslovaque a adressé au Secrétaire général, le 8 octobre 1962, en lui demandant de le porter à la connaissance des délégations. Bien qu'il ait un caractère essentiellement technique, ce document indique clairement la nature et les objectifs du COMECON. Il complète utilement le communiqué publié à l'issue de la réunion du COMECON, en juin

1962, et l'on peut fort bien le rapprocher du texte du Traité de Rome instituant la Communauté. D'après ce document, l'expérience du système économique mondial du socialisme montre qu'à l'heure actuelle la coordination des plans économiques nationaux est le principal moyen d'étendre la division socialiste internationale du travail et de mettre en commun les efforts productifs des pays socialistes. En d'autres termes, les pays à économie planifiée peuvent réaliser une forme d'union économique sans recourir aux tarifs douaniers. Le représentant de l'URSS a beaucoup insisté sur ce point et a souligné que les membres du COMECON peuvent conclure séparément des accords de commerce. Ils le peuvent assurément. Les pays à économie planifiée ont des institutions économiques différentes et n'ont pas besoin d'un tarif extérieur commun ou de moyens analogues pour être en mesure de réaliser l'intégration économique régionale. Cette intégration peut être aussi serrée ou aussi lâche que le désirent les monopoles commerciaux et les autorités chargées de la planification.

20. D'autres passages du document présenté par la Tchécoslovaquie peuvent être cités sans commentaires. Il y est dit que le groupement des pays socialistes en un seul camp, dont l'unité et la puissance s'accroissent constamment, garantit la victoire complète du socialisme et du communisme dans le cadre de l'ensemble du système; que la communauté des pays socialistes atteint ses objectifs au moyen d'une coopération totale dans les domaines politique, économique et culturel; que la division internationale socialiste du travail doit garantir à chaque pays la possibilité d'écouler la production dans laquelle il se spécialise; que la coordination des plans économiques doit tenir pleinement compte de la nécessité de produire, dans le cadre du système socialiste mondial, une quantité suffisante de biens essentiels pour répondre aux besoins des pays socialistes, eu égard à leur commerce toujours croissant avec les autres pays; que la spécialisation internationale en ce qui concerne les biens de consommation doit faire l'objet d'accords entre les pays intéressés, de manière que l'on puisse satisfaire au maximum les besoins de la population des divers pays en cause; et que la création d'un complexe économique optimum dans un pays donné présuppose l'existence d'une agriculture capable de répondre, autant que possible, aux besoins du pays en denrées alimentaires, en fourrage et en matières premières industrielles.

21. M. BRACOPS (Belgique) dit que son pays, qui a été le champ de bataille des grandes puissances de l'Europe, est attaché à la paix autant qu'à sa nationalité et à son indépendance. Son désir de paix a conduit la Belgique à s'intégrer au Marché commun européen, qu'elle considère comme la pierre angulaire d'un système mondial économique, pacifique et socialement équitable.

22. En dépit des explications, des arguments et des chiffres que le Ministre des affaires étrangères de Belgique a présentés à l'Assemblée générale (1138ème séance plénière), certaines délégations ne paraissent pas avoir compris la véritable nature du marché commun. Incontestablement, le Marché commun joue un rôle politique: construire l'Europe. Sur le plan politique cela se fait par le Conseil de l'Europe, sur le plan économique par la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la Communauté économique européenne.

23. La Décennie des Nations Unies pour le développement est une initiative ambitieuse et l'on pouvait craindre au début que les moyens mis en œuvre ne seraient pas compatibles avec les besoins. Après 10 mois, les objectifs paraissent toujours difficiles à atteindre, mais l'établissement même de ces objectifs a une valeur propre. Les problèmes du développement sont extrêmement complexes et l'on peut se demander si des progrès réels ont été accomplis vers leur solution et quels espoirs on peut entretenir quant au succès final. Une question subsidiaire que l'on peut se poser est celle de savoir si les Nations Unies ont contribué à de tels progrès. Certains progrès ont été accomplis en ce sens que les attitudes ont changé: les mesures internationales sont intensifiées; les termes d'aide, de coopération technique et de préinvestissement sont entrés dans le vocabulaire; et l'on accorde — à un niveau de plus en plus élevé — une assistance financière et technique considérable aux pays en voie de développement, aux termes de divers programmes multilatéraux et bilatéraux. En elle-même, cette concentration des activités fournit un terrain d'espoir, en raison surtout de la tendance à la systématisation, à la coordination et même à l'intégration des diverses formes d'aide. Toutefois, il reste indéniable que les mesures prises jusqu'à présent, sur le plan de l'aide seule, ne suffiront pas à résoudre les problèmes du développement.

24. Au cours des récentes années, l'accent a été mis sur "l'obligation morale" qu'ont les pays à revenu élevé d'apporter une aide accrue aux pays à faible revenu. Les premiers réalisent à cet égard un effort considérable, et l'aide aux pays sous-développés est devenue l'un des éléments importants de leur politique. Cependant, on a souvent tendance à oublier que les pays à revenu élevé ne peuvent maintenir et accélérer le rythme de l'assistance économique que s'ils maintiennent eux-mêmes une stabilité adéquate dans une économie en expansion. C'est là précisément ce que les membres de la Communauté économique européenne sont en train de réussir, et il est par conséquent étonnant que ceux-là mêmes qui demandent une aide accrue critiquent les formules d'intégration qui la rendent possible.

25. Il a été souvent question de la puissance acquise par le Marché commun européen. Les statistiques révèlent que la Communauté économique européenne est déjà la plus forte unité commerciale du monde et le sera encore davantage si, comme on l'espère, le Royaume-Uni y adhère. Toutefois, la plus forte unité commerciale du monde ne peut prospérer sans le commerce international. Les problèmes du commerce international acquièrent continuellement une importance accrue. Il est parfaitement légitime que les pays économiquement sous-développés cherchent à trouver une place accrue dans l'économie mondiale par la vente de leurs produits à des prix équitables. Leurs difficultés ont été mises en évidence dans la Déclaration du Caire (A/5162), au sujet de laquelle la délégation belge partage sensiblement les vues qui ont été exposées par le représentant des Etats-Unis (798ème séance).

26. Le fait que les échanges des membres de la Communauté économique européenne entre eux se soient très considérablement accrus ne justifie pas les craintes des pays tiers quant aux effets de la Communauté sur leur commerce extérieur. Bien au contraire, l'article 110 du Traité de Rome dispose que les Etats membres entendent contribuer, con-

formément à l'intérêt commun, au développement harmonieux du commerce mondial, à la suppression progressive des restrictions, aux échanges internationaux et à la réduction des barrières douanières. De plus, en tant que pays exportateurs, les membres de la Communauté dépendent de leurs relations avec le reste du monde et ils ont le plus grand intérêt à l'expansion du commerce international en général.

27. Tandis que les échanges des pays tiers sont passés de l'indice 100 à l'indice 107 de 1957 à 1961, l'indice des échanges entre les pays de la Communauté économique européenne et les pays tiers a atteint l'indice 117 au cours de la même période. La Communauté occupe en fait la première place parmi les pays importateurs et exportateurs du monde entier et le volume de ses échanges avec les pays en voie de développement s'accroît constamment. Elle abaisse son tarif extérieur, notamment pour les produits tropicaux, et elle s'est toujours déclarée prête à négocier avec les pays tiers sur les problèmes présentant pour eux des difficultés. Le tarif extérieur commun de la Communauté n'est rien d'autre qu'un tarif douanier. La délégation belge comprend difficilement pourquoi le système de tarifs douaniers qui est appliqué partout ailleurs deviendrait critiquable dès qu'il s'applique à la Communauté. Il convient de se rappeler que c'est la Communauté qui, lorsqu'elle a réduit pour la première fois ses tarifs douaniers, a appliqué unilatéralement et sans demander de contrepartie cette réduction aux pays tiers. C'est également la Communauté qui a inauguré le système de la réduction linéaire des tarifs qui a conduit à l'application d'une nouvelle technique de libéralisation des échanges. Les Etats africains associés à la Communauté ont bénéficié de leurs relations avec elle et la nouvelle convention d'association en voie de négociation doit se traduire par une aide dont l'ordre de grandeur représentera quelque 800 millions de dollars pour les cinq prochaines années.

28. Cela ne signifie pas qu'il ne faille pas chercher des solutions nouvelles aux problèmes qui se posent dans le commerce mondial. La Belgique approuve la convocation de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, dont le succès dépendra d'une préparation méticuleuse. A cet égard, il n'est pas souhaitable que la Conférence coïncide avec une session de l'Assemblée générale. Il ne faut pas oublier le rôle que le GATT pourrait jouer à la Conférence, puisqu'en fait cette institution groupe, directement ou indirectement, 66 pays représentant plus des trois quarts du commerce international. La délégation belge estime qu'il serait utile de donner aux pays qui représentent une part très importante du commerce mondial l'occasion d'être entendus d'une manière adéquate lors des travaux préparatoires de la Conférence.

29. L'instabilité des cours des produits de base constitue l'un des problèmes économiques, politiques et sociaux les plus complexes de l'époque actuelle et tend à compromettre les efforts faits pour favoriser le développement des pays moins développés. Toutefois, les gouvernements se rendent compte de plus en plus du sérieux de la situation, et l'on intensifie les efforts internationaux en vue de l'améliorer. La Communauté économique européenne a entrepris une politique d'organisation, de stabilisation des marchés et de soutien des prix à des niveaux aussi équitables que possible pour le producteur et pour le consommateur. Cependant,

sur le plan mondial, le problème est si complexe que des progrès ne peuvent être réalisés que par une action vigoureuse menée simultanément sur tous les fronts.

30. L'un des obstacles essentiels à l'équilibre des échanges se trouve dans la surproduction chronique, souvent stimulée par le progrès technique. Les accords internationaux sur des produits particuliers constituent l'un des moyens de résoudre ce problème, mais la question de la surproduction n'est que l'un des aspects du problème plus large du développement économique. Dans une perspective à long terme, il ne pourra être résolu que par la diversification de la production — et notamment de la production agricole —, par l'industrialisation, par l'augmentation de la consommation intérieure et par d'autres formes d'action dans le domaine du développement économique. L'aide financière fournie par l'intermédiaire du FMI et d'autres institutions aide les pays producteurs à faire face à des fluctuations temporaires de leur balance de paiement dues à des variations des cours et des marchés. On étudie actuellement des méthodes nouvelles telles que celle de la création d'un fonds dit d'assurance, mais il ne faut pas sous-estimer les difficultés qui se présenteront à cet égard. A l'heure actuelle, la solution qui s'impose est celle de la combinaison de l'aide et des échanges commerciaux; c'est la politique suivie par la Communauté économique européenne, et les mesures qu'elle prend dans le domaine des produits primaires ne sont aucunement limitées aux pays associés. Elle contribue au développement économique de bien des manières par l'expansion du commerce international dans le monde entier.

31. La baisse des cours des produits de base constitue un problème délicat et complexe nécessitant une action simultanée et de longue haleine à laquelle la Belgique est déterminée à prendre part. Toutefois, la volonté des pays économiquement sous-développés de rattraper le retard qui les sépare des pays industrialisés constitue l'élément le plus important. D'autre part, le succès des efforts dépend aussi d'une accélération de l'évolution vers la justice sociale dans les pays

sous-développés et, notamment, de mesures dans le domaine de la réforme agraire et du régime fiscal.

32. A la 803ème séance, le représentant de l'URSS a brossé un tableau assez sombre de ce que serait la situation dans certains pays de l'Europe occidentale. La prospérité générale et le plein emploi dont jouit la Belgique démentent certainement ce tableau. Toutefois, la Belgique ne tire aucun orgueil égoïste de cette prospérité et, appréciant les besoins des autres pays, elle s'efforce de diverses manières d'alléger leurs difficultés. Sous réserve de l'approbation du Parlement, sa contribution pour 1963 au Programme élargi d'assistance technique et au Fonds spécial représentera l'équivalent de 1 250 000 dollars. Une contribution supplémentaire de 700 000 dollars pour financer l'envoi d'experts associés de nationalité belge dans les pays qui désireraient utiliser leurs services a été offerte dans les mêmes conditions. Le Gouvernement belge souhaite obtenir du Secrétariat, aussi rapidement que possible, des renseignements sur la forme dans laquelle il envisage l'utilisation de cette contribution supplémentaire. Sous réserve de l'approbation du Parlement, la Belgique apportera également au Programme alimentaire mondial une contribution représentant l'équivalent de 1 million de dollars, dont 300 000 dollars pourraient être versés très rapidement, et elle participe à d'autres activités des Nations Unies dans le domaine social et humanitaire. Sa participation au Fonds de développement de la Communauté économique européenne a représenté 70 millions de dollars et son aide totale, y compris celle qu'elle donne au Congo, au Rwanda et au Burundi, représente 100 millions de dollars par an, soit 10 dollars par habitant chaque année. En outre, la Belgique participe très activement aux travaux des Nations Unies dans le domaine des produits de base; elle est partie aux accords sur des produits particuliers. La Belgique est heureuse d'être en mesure de répondre aux appels des pays en voie de développement et espère que l'avenir permettra d'intensifier encore cette action.

La séance est levée à 12 h 50.